



GRUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE
DES INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Deuxième Réunion ordinaire de 2021
7 octobre 2021
Virtuel

OEA/Ser.E
GRIC/O.2/doc.51/21
27 septembre 2021
Original: anglais

Document de réflexion pour le Neuvième Sommet des Amériques

THÈME PROPOSÉ

« Construire un avenir durable, résilient et équitable »

Les États-Unis envisagent un Neuvième Sommet des Amériques dont le thème serait « Construire un avenir durable, résilient et équitable ». Les consultations du président avec les coordonnateurs nationaux des Sommets, les acteurs du secteur privé et de la société civile, et les membres du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC) ont clairement mis en lumière l'intérêt partagé du continent américain pour un relèvement inclusif après la pandémie et la nécessité de collaborer pour reconstruire nos économies et nos institutions de manière résiliente et inclusive, mieux qu'elles ne l'étaient auparavant. Le thème et les priorités du Neuvième Sommet proposés par le président ont été éclairés par les nombreux commentaires recueillis lors des premières réunions ordinaires de 2020 et 2021 du Groupe d'évaluation de la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC), les consultations nationales menées par le Secrétariat aux Sommets des Amériques et la Banque interaméricaine de développement (BID), ainsi que les discussions directes avec les acteurs et les gouvernements.¹ Nous envisageons un Sommet au cours duquel les dirigeants définiront la collaboration que nous pouvons mettre en œuvre de concert pour livrer des résultats substantiels à nos citoyens, nos communautés et nos nations dans les domaines de la réponse et de la résilience à la pandémie, du changement climatique et de l'énergie, de la démocratie et de la bonne gouvernance, ainsi que de la croissance équitable. Dans chacun de ces domaines, le Neuvième Sommet peut examiner les moyens permettant d'utiliser efficacement la technologie, de protéger les groupes vulnérables et marginalisés, de promouvoir la protection des droits des travailleurs dans l'ensemble de nos sociétés, et de faire respecter l'État de droit.

PRIORITÉS

I. Santé, relèvement et résilience

Les économies et le tissu social de notre région comptent parmi ceux qui ont été le plus durement touchés par la COVID-19. Les secteurs de la santé publique réclament des investissements importants ainsi qu'un rang de priorité plus élevé pour faire face à la pandémie en cours et accroître les capacités de prévention, de détection et de réponse aux menaces et défis futurs. La pandémie a révélé des

vulnérabilités dans la chaîne d'approvisionnement des produits médicaux ainsi que des possibilités d'améliorer la façon dont les données sur la santé sont obtenues, protégées, partagées et utilisées. Une meilleure coordination régionale peut permettre de mieux assurer la fiabilité de l'approvisionnement en produits médicaux essentiels, notamment en équipements de protection individuelle et en respirateurs. Bien que le marché de ces produits et d'autres fournitures vitales se soit stabilisé, une coopération plus étroite entre les gouvernements peut améliorer l'accès aux produits de santé essentiels et l'échange de connaissances sur des questions importantes telles que le développement et l'accès aux produits thérapeutiques et aux vaccins. Il est essentiel, pour la sécurité sanitaire et le renforcement des systèmes de santé dans les Amériques, de comprendre les possibilités d'améliorer la coordination et la coopération en matière de réponses aux épidémies de santé publique et de donner la priorité à la préparation et à la capacité de réponse aux urgences de santé publique. Nos efforts de relèvement à l'échelle nationale et continentale nécessitent une coordination efficace pour assurer l'équité et l'inclusion, en particulier pour les populations mal desservies et vulnérables. En adoptant des politiques efficaces et de bonnes pratiques, nos systèmes de santé peuvent renforcer le capital humain, améliorer la santé et la prospérité, et préparer la région aux futures menaces sanitaires.

II. Notre avenir vert

Les gouvernements et autres acteurs des Amériques s'efforcent d'améliorer la résilience et d'intégrer la durabilité. Nous collaborons dans le cadre de l'Accord de Paris, et nous savons que même si nous entreprenons nos propres efforts, notre réussite commune dans les Amériques dépend de la coopération que nous menons à l'échelle régionale pour définir et mettre en œuvre des politiques qui soutiennent les objectifs de développement et limitent la hausse des températures mondiales à 1,5 degré Celsius. Les institutions internationales, les gouvernements nationaux et infranationaux, le secteur privé et la société civile doivent conjuguer leurs efforts pour promouvoir une transition énergétique juste qui met l'accent sur la décarbonisation, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, tout en renforçant le partage des avantages d'un avenir vert. Les projets relatifs à l'énergie, aux transports et à d'autres infrastructures essentielles peuvent contribuer à la réalisation d'objectifs multiples en protégeant l'environnement, en créant de bons emplois, en fournissant de nouveaux services utiles et en renforçant la résilience grâce à des modèles intentionnellement conçus pour faire face aux effets du changement climatique auquel nous sommes confrontés. Une meilleure adaptation au changement climatique et une résilience accrue aideront les pays, les entreprises et les citoyens à atténuer les effets des futures catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes et à s'en relever rapidement. Les efforts de préparation à l'avenir offrent également la possibilité d'accélérer le relèvement économique tout en développant l'éducation et la formation afin de créer et maintenir une main-d'œuvre verte compétitive au niveau mondial. Les gouvernements et les autres acteurs peuvent collaborer pour développer l'infrastructure sociale et physique nécessaire au soutien des industries vertes durables de demain, faire face à la menace du changement climatique et garantir un accès équitable aux ressources énergétiques.

III. Croissance et prospérité équitables

Les Amériques ont en commun de nombreux défis révélés ou exacerbés par la pandémie de COVID-19. Dans chacun de nos pays et dans l'ensemble de notre continent, il est nécessaire que nous adoptions des réponses globales pour rendre nos systèmes de santé et d'éducation, nos économies et nos communautés plus résilientes. Le respect de l'État de droit, de la transparence et des bonnes pratiques réglementaires peut contribuer à assurer le relèvement immédiat et à long terme, à soutenir la fourniture équitable de services publics et soins de santé essentiels, et à faire en sorte que la reprise économique post-pandémique soit équitable et durable. Des investissements ciblés peuvent permettre au continent américain de s'attaquer aux difficultés persistantes liées à la pauvreté et à l'inégalité tout en développant la classe moyenne, en particulier parmi les groupes vulnérables et historiquement marginalisés qui sont touchés de manière disproportionnée par la pandémie.

Les participants à nos consultations ont partagé leurs idées sur les approches stratégiques qui peuvent éclairer la collaboration que nous menons pour lutter contre les inégalités, la vulnérabilité et les causes profondes de la migration irrégulière. Pour être compétitif sur le marché mondial, notre continent est tributaire d'une main-d'œuvre qualifiée, de l'inclusion financière et d'un accès équitable aux technologies telles que l'Internet. Les éducateurs, les employeurs, les travailleurs et la société civile sont des partenaires essentiels pour les gouvernements dans une perspective d'efforts conjugués pour élargir les possibilités économiques, notamment par un meilleur accès à la formation technique et aux possibilités de perfectionnement. Le développement de la main-d'œuvre favorise une participation accrue à l'économie formelle et ouvre des voies au travail décent, en permettant aux travailleurs d'accéder à d'importantes protections sociales, tout en augmentant l'assiette fiscale et les investissements dans les services sociaux. Une main-d'œuvre plus qualifiée est également essentielle pour les entrepreneurs et les petites et moyennes entreprises qui créent les emplois de demain. Les investissements permettant d'accroître l'accès aux infrastructures essentielles et accessibles, à des chaînes d'approvisionnement plus résilientes, aux marchés internationaux et au commerce électronique jettent les bases d'une croissance et d'une prospérité équitables à long terme.

IV. Des démocraties fortes et inclusives

Depuis le début du processus des Sommets des Amériques, à commencer par le Premier Sommet, qui s'est tenu à Miami en 1994, les participants placent la démocratie et la lutte contre la corruption au cœur des efforts qu'ils déploient pour améliorer la vie des habitants du continent américain ainsi que la qualité de la gouvernance dans notre région. « L'engagement de Lima sur la gouvernance démocratique contre la corruption » du Huitième Sommet a prolongé cette fière tradition. À présent, la pandémie a mis les gouvernements à rude épreuve et incité les citoyens à réclamer des mesures de bonne gouvernance afin d'assurer plus de transparence et de responsabilité. Le Neuvième Sommet devrait maintenir et élargir ces engagements, y compris la mise en œuvre effective par tous nos gouvernements des obligations internationales qu'ils ont souscrites en matière de lutte contre la corruption. Ensemble, nous pouvons montrer à tous ceux qui vivent sur le continent américain que les processus et institutions démocratiques peuvent répondre efficacement à leurs besoins et produire des résultats inclusifs, en particulier pour les groupes vulnérables et marginalisés. Les dirigeants ont ordonné la création de la Charte démocratique interaméricaine lors du Sommet de 2001 à Québec, et alors que nous célébrons le vingtième anniversaire de la Charte, les engagements qui y sont consacrés et la responsabilité qui incombe aux gouvernements participant aux Sommets de s'acquitter de ces

engagements restent tout aussi pertinents aujourd'hui. Le Neuvième Sommet peut et doit inciter les gouvernements, la société civile et le secteur privé à accroître la transparence et la responsabilité en matière de gouvernance, à lutter contre la corruption, à soutenir et à défendre les institutions démocratiques, à créer des communautés sûres et à protéger et promouvoir activement les droits humains et du travail afin de donner de l'espoir et des possibilités à tous les peuples des Amériques.

-
- ⁱ Les recommandations reçues par les États-Unis en leur qualité de président du processus des Sommets comprennent :
- Le document de réflexion du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC) : Difficultés et perspectives du continent américain, <http://www.summit-americas.org/JSWGConceptPaperENG.pdf>
 - Document de réflexion de la société civile aux États-Unis : Renforcement des valeurs et institutions démocratiques dans les Amériques, <http://www.summit-americas.org/CivilSocietyConceptPaperENG.pdf>
 - Document de réflexion du secteur privé aux États-Unis : Croissance et création d'emplois, pour tous <http://www.summit-americas.org/PrivateSectorConceptPaperENG.pdf>
 - Résumé des commentaires sur les priorités du Neuvième Sommet des Amériques, <http://www.summit-americas.org/GRIC2021/Summary of National Summit Coordinator Feedback ENG.pdf>
 - Dialogues nationaux entre les coordonnateurs nationaux des Sommets et la société civile et acteurs sociaux pour préparer le Neuvième Sommet des Amériques, <http://www.summit-americas.org/GRIC2021/Informe PrepTalks y Diálogos Nacionales ENG.pdf>
 - Rapport sur les dialogues du GRIC présenté par M. Dale Eppler, Coordonnateur national des États-Unis pour les Sommets, <http://www.summit-americas.org/GRIC2021/ChairReportonSIRGStakeholdersDialogues.pdf>